



Lettre des administrateurs salariés de GRDF parrainés par la CFE ÉNERGIES



Lettre n° 28 - Octobre 2020

Voilà maintenant plus de six mois que la nouvelle mandature a commencé et nous n'avons pas encore été en mesure d'assister à un Conseil d'Administration en présentiel, à cause de la crise du coronavirus. C'est une situation pour le moins inhabituelle pour les nouveaux administrateurs salariés d'appréhender l'ambiance et les jeux de rôle du Conseil d'Administration via Teams !!

Pour autant, le congrès du gaz, qui s'est déroulé à Paris le 28 septembre, a permis à la filière gazière de repréciser à la Ministre de la Transition Écologique combien les gaz renouvelables avaient leur place dans la transition énergétique de la France. Le Groupe ENGIE, par la voix de son Président, n'a-t-il pas réaffirmé son ambition dans les énergies renouvelables telles que l'hydrogène bas carbone et le biométhane ?

En effet, l'avenir des infrastructures gazières d'ENGIE passe par la capacité à continuer à transporter des molécules gazeuses décarbonées. Aux pouvoirs publics maintenant d'assurer la montée en puissance de la filière biogaz en France en garantissant un prix de rachat satisfaisant. Un seul chiffre à avoir en tête : nous avons, à fin septembre, 159 stations d'injections raccordées sur le territoire.



Crédit photo : AFG

La Délégation Système d'Information de GRDF

Vos administrateurs salariés ont rencontré la direction de la DSI pour faire un point sur les investissements en cours et à venir. Cette direction, qui ne cesse de croître en compétences pour satisfaire notre indépendance vis à vis du Groupe,

a de nombreux chantiers importants à mener à bien. Le premier est celui de la fin de Disco au profit d'Epod, nouvel environnement pour la gestion des 11 millions de clients. Celui-ci devrait améliorer les conditions de travail de nos collègues sur les plateaux d'accueil. Puis devrait suivre le renouvellement des tablettes PIXI qui aujourd'hui sont hébergées par une « souche » encore EDFienne ! Côté infrastructures, le remplacement de nos datacenters hébergés chez l'opérateur Orange sur des sites énergivores par des nouvelles générations basées à proximité de notre site rue de Maubeuge est programmé. Au total des investissements de plusieurs millions d'euros à réaliser ces deux prochaines années. Nous avons assuré à la direction de notre soutien au



Conseil sur le suivi de la ligne des CAPEX alloués au système d'information. Nous soutenons donc ces lourds investissements mais nous nous interrogeons toutefois sur le manque d'anticipation de GRDF sur ces grands chantiers.

BILAN FINANCIER

Le premier semestre a été doublement pénalisé, à la fois par les températures douces de l'hiver dernier et par la crise sanitaire. GRDF reste néanmoins une entreprise solide au regard d'autres secteurs d'activité. Notre chiffre d'affaires est impacté à hauteur de 129 millions d'euros par le différentiel climatique, et nos investissements sont en retard de 117 millions d'euros par rapport au budget à la suite du confinement. L'accord trouvé avec les fournisseurs Total Direct Énergie et ENI vient régler nos différents sur le commissionnement et met fin aux procédures engagées à hauteur de 34 millions d'euros.

Le résultat net s'élève à fin juin à 356 millions d'euros, en retrait certes d'une centaine de millions par rapport à 2019 mais ne présente pas de caractère alarmant.

Une modification apportée à la Provision pour Renouvellement (PPR) sur les branchements construits après 1980, qui passent d'une durée de vie de 45 ans à 100 ans, permet de reprendre une provision de 736 millions. Cette opération entraîne un surplus d'impôts sur les sociétés de 236 millions d'euros et permet de dégager un bénéfice comptable distribuable supplémentaire de 500 millions d'euros dans les comptes de GRDF. Ce bénéfice ne correspond toutefois à aucun revenu supplémentaire en trésorerie. Au vu de ce

résultat semestriel, tout nous laisse à penser que GRDF aura un résultat net positif à la fin de l'année 2020, et celui-ci pourra autoriser le versement de dividendes à l'actionnaire et une participation aux salariés !



ASSOCIATION GD4S

GRDF est membre depuis sa création en janvier 2019 de l'association GD4S (Gas Distributors For Sustainability), installée à Bruxelles, et engagée pour la décarbonisation d'ici à 2050 du système énergétique européen.

Édouard Sauvage qui en était le président, a laissé sa place à Paolo Gallo, les 6 États membres (France-Italie-Roumanie-Irlande-Espagne et Portugal) ont rencontré Ditte Juul Jørgensen, la nouvelle directrice de l'Énergie à la Commission européenne. Celle-ci a reconnu la place et le rôle importants du gaz dans la transition énergétique vers la décarbonisation.

Elle s'engage à ce que sa direction travaille activement avec les membres du GD4S afin de contribuer aux gaz renouvelables et au développement des infrastructures gazières dans le Pacte Vert pour l'Europe.

La volonté de GD4S est de faire bouger les niveaux législatifs, pour que les distributeurs de gaz soient parmi les acteurs majeurs du Green Deal Européen.

Vos administrateurs salariés seront le 21-22 octobre 2020 en région Centre-Ouest, le 19 novembre en région Est et le 9 décembre en région Nord-Ouest. Vous pouvez vous rapprocher de vos interlocuteurs de l'Alliance CFE UNSA Énergies.

